

Études d'histoire religieuse



Gérard Dion, Mgr Gustavo Franceschi et le régime populiste de Juan Perón. Les intrigues politiques d'Argentine et l'utilité du modèle social québécois

Maurice Demers

Volume 76, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044761ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/044761ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)
1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Demers, M. (2010). Gérard Dion, Mgr Gustavo Franceschi et le régime populiste de Juan Perón. Les intrigues politiques d'Argentine et l'utilité du modèle social québécois. *Études d'histoire religieuse*, 76, 71–91.
<https://doi.org/10.7202/044761ar>

Résumé de l'article

Au début des années 1950, alors que le gouvernement de Juan Perón bâillonnait toute opposition à son gouvernement populiste, une série d'articles portant sur les relations entre la société civile et l'État québécois fut publiée dans le magazine catholique le plus important d'Argentine, *Criterio*. En tout, une douzaine d'articles rédigés, entre autres, par Gérard Dion, Georges-Henri Lévesque et M^{gr} Maurice Roy informèrent les lecteurs de *Criterio* du rôle considérable joué par l'Église catholique au sein de la société civile québécoise; du coup, les articles projetaient l'image d'une cohabitation courtoise et juste entre l'Église et l'État dans le champ social, une bonne entente contrastant brutalement avec l'évolution des relations entre le gouvernement de Juan Perón et l'Église catholique d'Argentine. Cet article analysera cette stratégie de critique voilée déployée par M^{gr} Franceschi, en évaluant la façon par laquelle les textes suggérés par Gérard Dion (qui promouvaient une alternative au corporatisme étatique) contribuèrent à défendre les positions politiques de *Criterio*.

Gérard Dion, Mgr Gustavo Franceschi et le régime populiste de Juan Perón. Les intrigues politiques d'Argentine et l'utilité du modèle social québécois¹

Maurice Demers²

Résumé : Au début des années 1950, alors que le gouvernement de Juan Perón bâillonnait toute opposition à son gouvernement populiste, une série d'articles portant sur les relations entre la société civile et l'État québécois fut publiée dans le magazine catholique le plus important d'Argentine, *Criterio*. En tout, une douzaine d'articles rédigés, entre autres, par Gérard Dion, Georges-Henri Lévesque et M^{re} Maurice Roy informèrent les lecteurs de *Criterio* du rôle considérable joué par l'Église catholique au sein de la société civile québécoise ; du coup, les articles projetaient l'image d'une cohabitation courtoise et juste entre l'Église et l'État dans le champ social, une bonne entente contrastant brutalement avec l'évolution des relations entre le gouvernement de Juan Perón et l'Église catholique d'Argentine. Cet article analysera cette stratégie de critique voilée déployée par M^{re} Franceschi, en évaluant la façon par laquelle les textes suggérés par Gérard Dion (qui promouvaient une alternative au corporatisme étatique) contribuèrent à défendre les positions politiques de *Criterio*.

Abstract: At the beginning of the 1950s, while Juan Perón's populist government aimed at muzzling the opposition, a series of articles on the social role played by the clergy in Quebec appeared in *Criterio*, Argentina's most influential Catholic publication. The texts focusing on Church-State

1. Je désire remercier Linda Hall, Roberto Perin et Marcel Martel qui m'ont offert des commentaires sur différentes versions de ce travail.

2. Maurice Demers a travaillé comme chargé de cours en histoire aux universités McGill et Concordia en 2009. Les relations Québec-Amérique latine au XX^e siècle sont au cœur de ses recherches. Sa thèse de doctorat, intitulée *Pan-Americanism Re-Invented in Uncle Sam's Backyard: Catholic and Latin Identity in French Canada and Mexico in the First Half of the 20th Century*, porte sur l'importance symbolique des liens transnationaux tissés entre les deux sociétés par l'entremise de l'Église catholique, de l'Union des Latins d'Amérique et des échanges estudiantins organisés entre le Québec et le Mexique durant cette décennie marquée par la guerre. Il a publié sur le sujet en espagnol et en français.

relations – written by well-known Québécois dignitaries like Gérard Dion, Georges-Henri Lévesque and M^{re} Maurice Roy – were published at a time of heightened tensions between the Argentine Catholic Church and Perón's corporatist state. I argue that the publication of these texts in M^{re} Franceschi's magazine constituted an indirect way to level criticism at the government and enabled *Criterio* to carry on promoting a political alternative to Peronist Argentina despite governmental censorship.

L'émergence d'un discours de la latinité englobant le Canada français dans la première moitié du XX^e siècle a prédisposé certains nationalistes québécois à s'intéresser à l'Amérique latine. L'engouement pour nos voisins catholiques des Amériques prit réellement son envol dans les années 1940 avec la formation de l'Union des Latins d'Amérique à l'Université de Montréal. Durant cette décennie, plus d'un millier de Québécois de tous horizons professionnels ont joint cette association qui faisait la promotion d'un rapprochement culturel et politique entre Latins du nord et du sud. À Québec, c'est au sein du cercle Cervantès de l'Université Laval que plusieurs professeurs et étudiants se familiarisèrent avec la région. Pour des nationalistes comme Dostaler O'Leary, président de l'Union des Latins, et Paul Bouchard, président du Cercle Cervantès, le corporatisme des chefs populistes latino-américains et en particulier celui de Juan Perón, qui gouverna l'Argentine de 1946 à 1955, représentait un modèle inspirant pour l'avenir politique du Québec. Mais ce sentiment était-il réciproque ? Les Latino-américains étaient-ils conscients de la réalité latine et catholique du Canada français et se référaient-ils au modèle social québécois, cette société où l'Église catholique jouait un rôle organisationnel prépondérant ? Cet article tente de répondre à ces questions en examinant les tenants et aboutissants du voyage d'études d'un an de Gérard Dion en Argentine au début des années 1950.

Il va sans dire que l'Église catholique fit rayonner le Québec par-delà ses frontières au XX^e siècle. Les missionnaires canadiens-français ont été les premiers ambassadeurs du Canada français en Amérique latine et ont, par leurs actions, contribué à moderniser les structures nationales anémiques de l'Église catholique dans la région. Selon l'historienne colombienne Ana María Bidegain, cet apport des missionnaires à la modernisation de l'Église catholique en introduisant, par exemple, le coopératisme confessionnel et l'action catholique spécialisée a établi des contacts plus intimes avec les couches populaires, étape cruciale au développement subséquent de la théologie de la libération dans les années 1960³. Mais le rôle d'intermédiaire

3. Ana María BIDEGAIN DE URAN, *La Organización de movimientos de juventud de Acción católica en América latina. Los casos de los obreros y universitarios en Brasil y en Colombia entre 1930-1955*, Ph.D. Dissertation (Histoire), Université catholique de Louvain, 1979.

entre l'État et la société québécoise joué par l'Église attira aussi les regards du clergé latino-américain, alors que plusieurs catholiques cherchaient une alternative crédible à opposer au corporatisme étatique des chefs populistes⁴. J'utilise dans cet article une étude de cas pour mettre en lumière les conditions menant à ce type de collaboration. Le cas de l'Argentine est révélateur à cet égard. Le clergé argentin a tourné son regard vers le Québec à un moment crucial de son évolution politique pour se représenter une forme de corporatisme chrétien pouvant réconcilier la politique d'un chef populiste avec le respect de la fonction supplétive de l'Église catholique telle qu'énoncée dans les encycliques pontificales.

Au début des années 1950, alors que le gouvernement de Juan Perón baïllonnait toute opposition à son régime populiste, une série d'articles portant sur les relations entre la société civile et l'État québécois fut publiée dans *Criterio*, le magazine catholique le plus influent d'Argentine. En tout, une douzaine d'articles provenant, entre autres, de Gérard Dion, de Georges-Henri Lévesque, de Charles de Koninck et de M^{re} Maurice Roy informèrent les lecteurs de *Criterio* du rôle considérable joué par l'Église catholique au sein de la société civile québécoise. Comment expliquer cet intérêt soudain porté par la revue *Criterio* pour le Québec au début de la décennie ? Pour bien comprendre cet intérêt, nous devons considérer l'image du Québec projetée par les articles. En effet, le modèle social québécois y était présenté telle une cohabitation courtoise et équitable entre l'Église et l'État, une bonne entente qui contrastait brutalement avec l'évolution des relations entre le gouvernement de Juan Perón et l'Église catholique d'Argentine.

Selon l'historiographie des rapports Québec-Amérique latine – recherches qui demeurent encore ténues, il faut l'admettre – un tel rapprochement était plutôt improbable considérant le manque d'affinité idéologique⁵. D'aucuns affirment comme Gérard Bouchard que « c'est durant sa deuxième période

4. J'ai étudié l'intérêt porté par le clergé mexicain pour le modèle social québécois dans ma thèse de doctorat. Maurice DEMERS, *Pan-Americanism Re-Invented in Uncle Sam's Backyard: Catholic and Latin Identity in French Canada and Mexico in the First Half of the 20th Century*, thèse de Ph.D., Université York, 2010.

5. Pour ce qui est de l'historiographie portant sur les relations Québec-Amérique latine, voir Daniel GAY, *Les élites québécoises et l'Amérique latine*, Montréal, Nouvelle Optique, 1983 ; Gordon MACE, « Les relations du Québec avec l'Amérique latine », dans *Trente ans de politique extérieure du Québec, 1960-1990*, Sainte-Foy, Centre québécois de relations internationales, 1993, p. 221-249. En ce qui a trait à l'effort missionnaire Canadien français en Amérique latine, les études sont encore embryonnaires : Catherine LEGRAND, « L'axe missionnaire catholique entre le Québec et l'Amérique latine. Une exploration préliminaire », *Globe. Revue internationale d'études québécoises* (2009) ; Denise ROBILLARD, *Aventurières de l'ombre. De l'obéissance au discernement. Les missions des Sœurs de la Providence, 1962-1997*, Outremont, Les Éditions Carte Blanche, 2001.

continuiste (1840-1940) que le Québec accuse les plus importants contrastes avec le Mexique et les autres pays d'Amérique latine»⁶. Selon Marie Couillard et Patrick Imbert, les affinités idéologiques du Canada français et de l'Argentine s'alignaient d'abord et avant tout sur les discours des élites libérales⁷. Si leur étude révèle des points de comparaison intéressants au niveau des attitudes de l'élite – tantôt cherchant à imiter, tantôt cherchant à endiguer l'influence modernisante anglo-saxonne – elle met aussi en évidence la pauvreté, voire l'inexistence, des rapports directs entre le nord francophone et le sud hispanophone. Ce portrait concorde avec le reste de l'historiographie, du moins jusqu'à l'avènement de la Révolution tranquille, alors que la donne des relations internationales du Québec fut transformée. Néanmoins, je soutiens que c'est d'abord au sein de regroupements catholiques – et non des cercles libéraux – que les regards ont traversé les frontières pour contempler l'expérience d'autres sociétés latines d'Amérique. Et ce, bien avant les années 1960.

Pour ce qui est de l'Argentine, le Québec s'était déjà vaguement familiarisé avec sa culture populaire avant ces échanges entre clercs au milieu du XX^e siècle. Ce sont les airs mélancoliques et les pas langoureux du tango, dans l'ambiance enflammée des salles de danse du Montréal des années folles, qui initièrent les Canadiens français à cette culture. Rien pour faire chanter les louanges de ce pays par l'élite conservatrice québécoise. D'ailleurs, ce premier contact, associé à la montée de l'influence culturelle américaine⁸, fut dénoncé par *L'Action catholique* pour son caractère immoral représentant «un autre méfait du matérialisme américain, une véritable 'honte de la civilisation'»⁹. Par contre, l'accession au pouvoir de Juan Perón en 1946, enchantait certains nationalistes et fut reçue favorablement par la presse catholique de la province. À preuve ce commentaire de Jean Genest dans *Relations* : «Voilà ce que signifie l'ascension du général Péron (sic) : indépendance économique pour l'État et pour le peuple argentin»¹⁰. Peu de Canadiens français pouvaient prendre ombrage de ces vœux pieux.

6. Gérard BOUCHARD, *Genèse des nations et cultures du nouveau monde : essai d'histoire comparée*, Montréal, Boréal, 2001.

7. Marie COUILLARD et Patrick IMBERT, «Canada, Argentine et Amérique latine au dix-neuvième siècle», *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, 13, Spring/Printemps (1996) : 71-94.

8. Pierre MONETTE, «Serie tango : el medio del tango en Montreal», in Ramón Adolfo Pelinski, *El tango nómada : ensayos sobre la diáspora del tango*, Buenos Aires, Corregidor, 2000.

9. Richard A. JONES, «L'Action catholique, 1921-1922», in Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN, *Idéologies au Canada français*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971, p.437.

10. Jean GENEST, s.j., «Un plan quinquennal argentin», *Relations*, juillet 1947, p. 207. Genest était alors professeur de philosophie au collège Jean-de-Brébeuf et avait vécu auparavant trois ans en Argentine.

Le regard des catholiques d'Argentine se porta sur le Québec pour des raisons différentes. À la suite de la visite du cardinal Villeneuve au Mexique en tant que légat papal pour les célébrations honorant la vierge de la Guadeloupe, en 1945, aux voyages en Amérique latine du recteur de l'Université de Montréal, M^{gr} Olivier Maurault, en 1944 et 1947, et à la tournée à la même époque de l'aumônier général de la Jeunesse ouvrière catholique (J.O.C.) canadienne, le R.P Villeneuve qui accompagnait le chanoine Joseph Cardijn dans la région, le clergé latino-américain s'était familiarisé avec la référence québécoise¹¹. En voyage à Buenos Aires en 1947, M^{gr} Maurault avait même directement invité les étudiants des bonnes familles à venir à Montréal : « Nous pourrions alors accueillir largement les jeunes gens qui nous viendront de l'étranger, en particulier les Sud-Américains qui ont avec nous des affinités de race et de culture. N'avons-nous pas fondé, il y a cinq ans, une Union des Latins d'Amérique qui compte 2000 membres, tous vivement intéressés à l'histoire, à la langue et à la civilisation de vos républiques ? » Il ne faudrait pas oublier dans ce panorama la demande faite par le pape Pie XII. Au début des années 1950, le pape mandate les évêques latino-américains de solliciter l'assistance du clergé nord-américain pour réanimer la vie spirituelle de ce continent « en train de sombrer dans le paganisme »¹². Le Canada français acquiesça fort volontiers à ces demandes et participa à cet effort en envoyant des centaines de missionnaires aux quatre coins du continent.

C'est dans ce contexte que prend son sens le voyage en Argentine de l'abbé Gérard Dion, sociologue et proche collaborateur du père Georges-Henri Lévesque à la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval. Dion fut mandaté pour représenter le conseil national des universités canadiennes après une invitation du gouvernement argentin pour y étudier les relations de travail en 1950. Durant les mois qu'il passa dans la région du cône Sud, Dion contribua à faire connaître le Québec dans cette nation et à établir des contacts intercontinentaux entre clercs¹³. Des représentants influents du clergé argentin ne se contentèrent pas des réceptions en l'honneur de ce dignitaire québécois, ni d'écouter simplement les conférences qu'il y a prononcées. Cet essai démontre que le clergé argentin s'est servi du modèle social canadien-français pour l'opposer au corporatisme étatique et ainsi critiquer indirectement le gouvernement péroniste, puisque la

11. M^{gr} Olivier MAURULT, *Par voies et par chemins de l'air*, Montréal, Les Éditions des Dix, 1947, p. 245.

12. Jean HAMELIN et Nicole GAGNON, *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal Express, 1984. Jean-Philippe WARREN, « Portait à vol d'oiseau des missions catholiques en Amérique du Sud : quelques comparaisons diachroniques et synchroniques », communication présentée au congrès de l'IHAF, octobre 2009.

13. *Notes personnelles de Gérard Dion*, Division des archives, Université Laval (désormais AUL), P117/C24/1.4, fonds Gérard Dion.

censure gouvernementale empêchait les attaques de front. Le maintien de cette critique allait s'avérer crucial dans l'élaboration d'un mouvement d'opposition à Perón, opposition qui le renversa dans un coup d'État en 1955. Avant de continuer, il faut ressasser les origines du conflit opposant l'Église catholique d'Argentine au gouvernement de Juan Perón.

1. Le contexte argentin : l'évolution d'une relation houleuse entre l'Église catholique et le gouvernement péroniste

Les relations entre le clergé et le régime péroniste peuvent laisser perplexe. L'historienne Jill Hedges explique que pour bien comprendre l'évolution de ces rapports, les attitudes doivent être divisées entre celles du Vatican, des évêques, des clercs et de la population catholique¹⁴. Dans un premier temps, le Vatican offrit son soutien au régime de Perón, mais s'en éloigna rapidement vers la fin des années 1940 lorsque le gouvernement empiéta sur les compétences de l'Église. L'épiscopat argentin, pour sa part, a généralement suivi les lignes directrices du Vatican. Mais sa dépendance financière vis-à-vis le régime péroniste – le gouvernement finançait directement certaines œuvres de l'épiscopat – l'empêchait de critiquer trop ouvertement Juan et Eva Perón ; du moins jusqu'au point de non-retour, en 1954, alors que les confrontations ouvertes entre groupes catholiques et péronistes ne laissaient plus le choix aux évêques de prendre position. Quant au clergé, il s'est d'abord réjoui du programme de justice sociale inspiré des encycliques pontificales du nouveau gouvernement. Mais le corporatisme étatique et ses conséquences pour l'Église refroidirent les ardeurs de la plupart des religieux avec le temps. En fait, les positions de certains clercs demeurèrent diamétralement opposées : le jésuite Hernán Benítez, un proche collaborateur d'Eva Perón, défendit avec ardeur le régime personnaliste de Perón, ses mesures redistributives centralisées et son appropriation de la rhétorique et de la symbolique de la doctrine sociale catholique ; tandis que l'éditeur de *Presencia*, Julio Meinville, « figure centrale du national-catholicisme et véritable théoricien de l'antisémitisme argentin », demeura constant dans ses critiques mordantes du gouvernement¹⁵. C'est toutefois l'hebdomadaire catholique *Criterio* – qui sous la gouverne de M^{gr} Gustavo Franceschi devint « la voix dominante du catholicisme

14. Jill HEDGES, "*Hasta sufrir en carne propia*": the Catholic Church and Peronismo in Argentina, 1943-1974, Buenos Aires, Eural, /EURAL ; no. 56», 1993.

15. Olivier COMPAGNON, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud*, Paris, Presses Universitaires du Septentrion, 2003, p. 144-145. Voir aussi, Roberto BOSCA, *La iglesia nacional peronista : factor religioso y poder político*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 1997.

argentin», une information relayée aux lecteurs de *Relations* au Québec en 1941 – qui caractérise le mieux l'évolution des positions cléricales¹⁶. Finalement, l'attitude des laïcs face au régime peut difficilement se réduire à une question strictement religieuse, puisqu'en Argentine une majorité importante de la population est nominalement catholique. Toutefois, on peut affirmer qu'après la mort d'Eva Perón, en 1952, une bonne partie de la population qui lui vouait un culte populaire ne retrouva pas les mêmes airs de sainteté dans les politiques antagoniques du gouvernement péroniste envers l'Église. Beaucoup perdirent leurs illusions par rapport aux promesses de justice sociale et furent contrariés par le caractère de plus en plus autoritaire du régime. Ce mécontentement allait trouver écho dans les pages de *Criterio* et de la presse libérale et donna une certaine crédibilité populaire à l'opposition.

L'hebdomadaire édité par M^{gr} Franceschi offrait à l'intelligentsia un espace pour discuter en profondeur de la doctrine sociale de l'Église et du rôle approprié des institutions cléricales dans l'application des mesures de justice sociale. Quoique l'épiscopat n'épousât pas toujours publiquement les prises de position éditoriales de la revue – surtout lorsque la plume de M^{gr} Franceschi se faisait plus acerbe envers le gouvernement – la publication recevait quand même le sceau d'approbation de l'Église¹⁷. Mais que pouvait donc reprocher ce dignitaire catholique à un gouvernement dont l'action se réclamait ouvertement de la doctrine sociale de l'Église, citant à profusion *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno* pour justifier ses mesures d'assistance sociale ?

Juan Perón – alors simple colonel – fut d'abord propulsé sur la scène politique argentine en prenant part au coup d'État militaire de 1943. L'Église catholique fut très favorable à ce renversement du régime oligarchique et corrompu de Ramón Castillo. L'introduction de l'enseignement religieux obligatoire et les campagnes anticommunistes au sein des universités furent encensées dans les pages de *Criterio*¹⁸. Mais à la suite du message de la Nativité de Pie XII en 1944, les nouvelles orientations prodémocratiques émanant du Vatican contraignirent l'Église catholique d'Argentine à modérer son enthousiasme envers les régimes militaires. Néanmoins, beaucoup de catholiques considéraient l'ascension politique du colonel Perón comme une opportunité unique de mettre en pratique la doctrine sociale de l'Église sans sombrer dans le socialisme.

16. Austen IVEREIGH, *Catholicism and politics in Argentina, 1810-1960*, New York, St. Martin's Press, 1995. «Horizon international», *Relations*, mai 1941, p. 136.

17. J. HEDGES, «*Hasta sufrir en carne propia*»: the Catholic Church and Peronismo in Argentina, 1943-1974.

18. Gustavo FRANCESCHI, *Criterio*, 10 juin 1943.

C'est justement cette alliance entre le peuple et ce politicien opportuniste qui commença à triturer les âmes suspicieuses du clergé. L'armée elle-même en vint à redouter le mouvement de masse en formation et décida d'écrouer le charismatique colonel pour l'empêcher de devenir président. Le 17 octobre 1945, des centaines de milliers de travailleurs de la région de Buenos Aires envahirent la *Plaza de mayo* au centre-ville pour demander la libération de leur colonel et ainsi protéger les acquis sociaux qu'il leur avait consentis durant son ministère. Effrayée par cette mobilisation spontanée, l'armée décida de libérer Perón et de lui demander d'apaiser les ardeurs de la foule. Perón acquiesça, et apparut vers la fin de la soirée au balcon du palais gouvernemental devant une foule en délire. Il leur demanda de se calmer, de retourner chez eux et de revenir voter pour lui à la prochaine élection... Il remporta haut la main le scrutin de février 1946.

Cette rencontre du 17 octobre 1945 fut rapidement mystifiée par le nouveau régime et devint un rituel politique répété chaque année pour célébrer cette alliance entre le peuple et Perón. L'historien Mariano Ben Plotkin argumente d'ailleurs que ce type de rituel politique était essentiel pour maintenir le charisme du chef populiste et assurer une mobilisation continue de la population en sa faveur¹⁹. *Criterio* réserva justement ses critiques les plus caustiques à l'égard de cette liturgie politique du *général* Perón – car il fut promu au poste de général après son élection. Mais cette critique de la rhétorique péroniste portait sur une réalité matérielle : la marginalisation des institutions religieuses dans une société où la mise en application de la doctrine sociale de l'Église catholique était accaparée par le gouvernement.

Deux thèmes dominaient la critique du discours péroniste dans les pages de l'hebdomadaire catholique. En premier lieu, la tendance du général Perón d'amarrer la rhétorique de justice sociale à une symbolique de lutte de classe était contraire à l'esprit de la doctrine sociale de l'Église, argumentait *Criterio*. M^{gr} Franceschi réprouvait tout particulièrement l'expression les *descamisados* du Christ utilisée par Perón (*descamisados*, ou les sans-chemises, était le nom donné à la classe ouvrière péroniste). Il critiquait cette association douteuse et affirmait qu'elle comportait des relents prononcés de la rhétorique de la lutte des classes. Dans un article acerbe intitulé «N'abusons pas des encycliques», l'éditeur de *Criterio* s'offusqua : «Présenter ainsi la justice sociale comme une arme de combat, la brandir comme le moyen pour une classe d'écraser les autres, réduire la portée de ses bénéfices à seulement une catégorie de citoyens, cela n'est pas

19. Mariano BEN PLOTKIN, *Mañana es San Perón : a cultural history of Peron's Argentina*, Wilmington, Del., Scholarly Resources, 2003.

une conduite qui répond aux enseignements pontificaux clarissimes²⁰. » En fait, le clergé argentin ne redoutait pas particulièrement un renversement de l'ordre social établi qui aurait amené une dictature du prolétariat. Perón était d'ailleurs en train de démanteler les institutions ouvrières indépendantes qui l'avaient supporté lors de son élection en 1946, tout en laissant une marge de manœuvre plus que confortable à l'oligarchie qu'il dénonçait dans chacun de ses discours. Non, en fait, ce que M^{gr} Franceschi et une importante partie du clergé appréhendaient, c'était le processus de marginalisation conséquent à l'édification d'un modèle de société où le corporatisme étatique les transformerait en acteurs sociaux superflus. Car l'expérience récente de l'Église catholique en Amérique latine – comme au Brésil de Gétulio Vargas ou au Mexique de Lázaro Cárdenas – avait démontré que cette tendance d'absorber tous les champs symboliques, que ce soit politique, militaire, nationaliste ou religieux, était une partie intégrante du projet populiste et risquait de les couper complètement de la population.

La deuxième critique qui dominait les pages de *Criterio* est en fait un corollaire de la première : la déchristianisation de l'administration des mesures de justice sociale. Si Perón usurpa la symbolique religieuse pour expliquer le dévouement de son régime envers la classe ouvrière, l'exécution des mesures de redistribution de la richesse excluait complètement les instances religieuses. Pour l'équipe de *Criterio*, rien n'était plus révélateur que la création, en 1948, d'un organisme centralisé d'assistance sociale sous la gouverne personnelle de l'épouse du président, Eva Perón. La controversée *Fundación de Ayuda Social María Eva Duarte de Perón*, véritable « état dans l'état », rendit effectivement caduc le rôle des tiers acteurs de la société civile, minant par le fait même l'inscription de la société dans l'Église²¹. Selon François Zalloni, journaliste au *Devoir* et collaborateur occasionnel de *Relations*, les critiques de l'opposition étaient injustifiées : « En fait, ils approuvent les principales réformes opérées par Perón. Ce qu'ils semblent vouloir surtout c'est leur part du gâteau²² ! » Si, en effet, l'Église catholique voulait obtenir sa part du gâteau, il ne faut toutefois pas omettre que les réformes gouvernementales lui imposaient des pressions structurales considérables. Selon Gérard Dion, la création de cet organisme centralisé et ses conséquences sur la gestion de l'assistance sociale eurent un impact financier dramatique pour l'Église d'Argentine. Il écrivit à M^{gr} Maurice Roy, archevêque de Québec : « Toutes les institutions d'assistance sociale

20. Gustavo FRANCESCHI, « No abusamos de las Encíclicas », *Criterio*, 21 février 1946. Toutes les traductions de l'espagnol au français ont été effectuées par moi.

21. M. BEN PLOTKIN, *Mañana es San Perón: a cultural history of Peron's Argentina*.

22. François ZALLONI, « Voyage-éclair en Argentine », *Le Devoir*, 28 novembre 1951.

que possède l'Église sont en train de disparaître sous des charges énormes que leur impose la législation et la suppression de fait de tous les subsides qu'elles avaient l'habitude de recevoir de l'État²³. »

Depuis la promulgation de la nouvelle constitution, en 1949, qui permettait la réélection du général Perón et l'accroissement du rôle de l'État dans l'organisation de la société civile, il était maintenant devenu évident que le rôle moral et social qu'entendait jouer l'Église catholique dans la société argentine était révoqué. Mais alors qu'une résistance plus organisée contre le régime populiste prenait forme, la censure bâillonna ceux qui, comme le journal libéral *La Prensa* ou la publication catholique *Presencia*, s'aventuraient dans des diatribes dirigées directement contre le gouvernement. Si elle voulait maintenir son accès au papier journal – car le papier était distribué par l'État – la revue de M^{gr} Franceschi devait opter pour une approche plus nuancée. La plume vitriolique de l'éditeur fit place aux voix des dignitaires étrangers qui expliquèrent dans les pages de *Criterio* comment, dans leur pays, les mesures de justice sociale étaient appliquées, laissant sous-entendre qu'une alternative au modèle péroniste n'était pas seulement possible, mais aussi souhaitable.

2. L'exemple du catholicisme social international : une critique voilée pour rebâtir la crédibilité sociale de l'Église catholique d'Argentine

Ce stratagème utilisé par *Criterio* fut décrit par les historiens Carlos Chiesa et Enrique Sosa²⁴. Ils expliquent, par exemple, qu'en 1950 lors de la célébration nationale de San Martín, le magazine en profita pour discuter de liberté d'expression et d'association, valeurs que ce héros de l'indépendance défendit, attaquant ainsi obliquement les visées autoritaires péronistes. Encore plus révélateur, fut le silence de *Criterio* entourant le décès d'Eva Perón en 1952. Alors que des centaines de milliers d'Argentins pleuraient la mort de la 'sainte des *descamisados*', proclamée guide spirituel de la nation par le Congrès quelques semaines avant sa mort, et que les pages des journaux de la capitale se tapissaient de son visage angélique, *Criterio* ne publia qu'un obituaire concis et poli, sans photo, sans plus. La mention même que *Criterio* adhérait au deuil national *officiel* trahissait le ressentiment envers le régime²⁵. David Rock a lui aussi répertorié les attaques indirectes

23. Lettre de Gérard Dion à Son Excellence M^{gr} Maurice Roy, archevêque de Québec, 18 juillet 1950, AUL, P117 G/03617.01, fonds Gérard Dion.

24. Carlos CHIESA et Enrique SOSA, *Iglesia y justicialismo, 1943-1955*, Buenos Aires, Centro de Investigación y Orientación Social, 1983.

25. *Criterio*, 11 août 1952.

du magazine contre le gouvernement en citant notamment les articles de M^{gr} Franceschi sur les prêtres-ouvriers de la France²⁶. Toutefois, personne n'a pris en considération la série d'articles sur le Canada français.

Pourtant, en tenant compte de la cautèle de *Criterio* et du contexte de prolifération des échanges entre le clergé canadien-français et celui d'Amérique latine au début des années 1950, nous déduisons que leur incorporation dans l'hebdomadaire de M^{gr} Franceschi représentait un apport substantiel à la stratégie du magazine. En fait, l'inclusion des articles sur la situation internationale de l'Église catholique et son action sociale servait deux objectifs. Comme nous l'avons mentionné, le premier était de critiquer indirectement les politiques du gouvernement populiste, son autoritarisme et son hégémonie sur la société civile, particulièrement dans le domaine de l'assistance sociale où l'Église avait un intérêt certain. Cependant, le magazine de M^{gr} Franceschi et l'Église catholique d'Argentine pouvaient difficilement puiser dans leur passé pour offrir un exemple convaincant d'alternative. Olivier Compagnon note à ce sujet que les orientations politiques de *Criterio* étaient claires au départ «antilibéralisme, antidémocratie, cléricisme et nationalisme sont les mots d'ordre les plus fréquents»²⁷. Autant *Criterio* que l'épiscopat avaient accueilli à bras ouverts les régimes autoritaires en Argentine. Ils devaient donc démontrer qu'ils pouvaient effectivement jouer un rôle proactif dans la promotion de la démocratie. De plus, l'action sociale de l'Église n'avait pas vraiment donné les résultats escomptés par le passé, étant parfois sabordée par les évêques pour ses supposées inclinaisons gauchistes, étant en d'autres cas trop étroitement associée à l'extrême droite pour bénéficier d'un réel soutien populaire²⁸. Ainsi, le clergé catholique devait démontrer que l'action sociale de l'Église et des organismes religieux pouvait bel et bien être progressive et assurer une meilleure collaboration entre le capital et le prolétariat sans sombrer dans l'autoritarisme ou le communisme. Donc, le deuxième objectif de *Criterio* était de démontrer que les efforts d'organisation de l'assistance sociale accomplis par l'Église en Argentine depuis le début des années 1940 ne représentaient pas qu'une simple réédition des échecs du passé, mais avaient vraiment le potentiel d'aider les travailleurs. C'est dans ce contexte que les articles portant sur le Canada français prennent leur juste valeur.

Mais pourquoi cet intérêt pour le modèle québécois à un moment où le catholicisme social vivait un certain recul dans la province, la question ouvrière divisant l'Église et entraînant même la destitution de M^{gr} Joseph

26. David ROCK, *Authoritarian Argentina : the Nationalist movement, its history, and its impact*, Berkeley, University of California Press, 1993.

27. Olivier COMPAGNON, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud*, p. 39.

28. Sandra MCGEE DEUTSH, *Counterrevolution in Argentina, 1900-1932 : the Argentine Patriotic League*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1986.

Charbonneau, archevêque de Montréal²⁹ ? De plus, les services sociaux que l'Église devait assurer et les coûts immenses associés à cette infrastructure commençaient aussi à importuner le clergé. Lucia Ferretti explique : « Ces succès mêmes font alors surgir chez plusieurs religieux et laïcs œuvrant dans des milieux divers le sentiment que l'engagement de l'Église dans la gestion du milieu social entrave la poursuite de sa mission spirituelle³⁰. » Toutefois, du point de vue d'une Amérique latine dénuée de moyens, l'Église catholique au Québec représentait encore un château fort digne d'exemples. D'autant plus que l'Église québécoise ne ressentit pas cette collaboration comme un fardeau rajouté à sa tâche déjà très grande, mais plutôt comme un moyen de poursuivre sa mission spirituelle au-delà de ses frontières.

Lors de son voyage d'études en Argentine, l'abbé Gérard Dion ne se contenta pas de jouer son rôle d'ambassadeur de l'Université Laval et d'étudier seulement les relations industrielles dans ce pays. Nous pourrions dire qu'il avait aussi une mission officieuse en Argentine : celle d'établir des liens entre le clergé du nord francophone et du sud hispanophone. Il écrivit d'ailleurs à M^{gr} Roy : « Comme vous m'avez demandé, j'ai les yeux ouverts et je ne me contente pas seulement d'inventorier sur les problèmes des relations du travail. J'entre en contact avec tous les groupes d'action catholique ou d'action sociale. »³¹.

L'abbé Dion n'eut point de difficulté à entrer en contact avec ses homologues argentins car ils avaient déjà été invités par le pape Pie XII à collaborer avec le Canada français pour endiguer le déclin de l'Église catholique en Amérique latine. D'ailleurs, l'évêque le plus influent d'Argentine, le cardinal Antonio Caggiano, lui a rapidement fait part de ses projets pour la réorganisation de l'action sociale de l'Église catholique. Dion rapporta à M^{gr} Roy :

Le cardinal Caggiano m'a confié que le Pape, l'an dernier, lui avait manifesté des craintes sur l'avenir du catholicisme en A. du S. [Amérique du Sud] et lui avait parlé de la nécessité d'une collaboration avec les catholiques de l'A. du Nord et spécialement du Canada français. [...] Il m'a dit qu'il vous invitait, comme successeur du cardinal Villeneuve, à son Congrès Eucharistique National qui aura lieu en septembre prochain à Rosario. [...] Il désirait aussi avoir trois prêtres qui connaissent l'Action catholique spécialisée pour organiser chez lui la J.O.C. Il avait pensé s'adresser dans la province de Québec³².

29. Roberto PERIN, « French-Speaking Canada from 1840 », in Terrence MURPHY et Roberto PERIN, *A Concise history of Christianity in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1996.

30. Lucia FERRETTI, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 1999.

31. Lettre de Gérard Dion à Son Excellence M^{gr} Maurice Roy, archevêque de Québec, 18 juillet 1950, AUL, P117 G/03617.01, fonds Gérard Dion.

32. *Ibid.*

Selon Gérard Dion, cette collaboration ne pouvait être que bénéfique aux deux partis. Il expliqua dans une entrevue accordée à *L'Action catholique* à son retour d'Argentine que le Canada français «trouverait un réel profit à promouvoir les échanges culturels avec les pays d'Amérique latine³³.» Si le Canada français pouvait y trouver une bonne occasion d'apprendre des expériences de ses homologues du sud, ces derniers seraient doublement gagnants de profiter de ces échanges considérant la position unique des francophones catholiques en Amérique du Nord. Selon l'abbé, cela permettrait à l'Amérique latine d'apprendre des stratégies d'adaptation à l'influence de la culture et du capital anglo-saxon depuis longtemps développées au Québec. En bon sociologue prêchant pour les échanges interculturels, Dion nota : «De plus, pays d'Amérique, voisin des États-Unis, le Canada, tout en connaissant les techniques économiques de ses voisins du sud et jouissant de son standard de vie a l'avantage de voir fleurir chez lui deux nationalités vivant côte à côte. La nationalité canadienne-française avec sa culture latine qu'elle a conservée et ses traditions catholiques qui ont pénétré ses institutions est un pont naturel entre la civilisation d'Amérique du Sud et celle de la majorité de l'Amérique du Nord³⁴.»

Toutefois, face à un gouvernement de plus en plus autoritaire, la construction de ce pont entre les Amériques devait respecter les règles du jeu et éviter les situations embarrassantes. Car l'implantation de la J.O.C. en territoire argentin représentait une bravade certaine à l'hégémonie syndicale péroniste, alors que l'Action catholique spécialisée constituait un potentiel organisationnel non négligeable pour un gouvernement qui ne tolérerait pas l'opposition. D'ailleurs, Gérard Dion postait ses communications les plus controversées à partir de l'Uruguay. Il conclut sa lettre destinée à l'archevêque de Québec ainsi : «Je vous l'adresse de Montevideo parce que de mes amis qui sont fonctionnaires dans le gouvernement argentin ont eu la charité de me dire de me tenir sur mes gardes, car la correspondance qui sort du pays est espionnée³⁵.»

Durant son séjour en Argentine, Dion donna plusieurs conférences et publia des articles dans divers journaux argentins³⁶. Sa première contribution à *Criterio* s'effectua alors que la censure gouvernementale commençait

33. "Voyage en Amérique latine", *L'Action catholique*, 4 avril 1951.

34. *Notes personnelles de Gérard Dion*, AUL, P117/C14/1.4, fonds Gérard Dion.

35. Lettre de Gérard Dion à Son Excellence M^{gr} Maurice Roy, archevêque de Québec, 18 juillet 1950, AUL, P117 G/03617.01, fonds Gérard Dion.

36. Section concernant les voyages de Gérard Dion en Amérique latine, AUL, fonds Gérard Dion.

réellement à astreindre les publications à taire les critiques audacieuses³⁷. Ce premier texte ne faisait pas directement écho aux récriminations contre le gouvernement péroniste qui avaient enflammé les pages du magazine avant la censure, mais, comme l'affirma son collègue de travail Gérard Tremblay, l'article constituait « une excellente propagande culturelle pour la Province de Québec³⁸. » Quoique l'article de Dion ne représentât pas réellement une critique voilée du gouvernement, il démontrait du moins qu'une institution catholique comme l'Université Laval pouvait jouer un rôle progressif dans l'amélioration des relations de travail. Nous pouvons donc considérer qu'il se conformait ainsi au deuxième objectif de *Criterio*, démontrer que l'action sociale chrétienne avait le potentiel de constituer une alternative valable pour émanciper les travailleurs. Même après son départ d'Argentine en 1951, Dion continua de servir d'intermédiaire entre le magazine et des dignitaires catholiques du Québec. Alors que la censure gouvernementale frappa la presse d'opposition de plein fouet – expropriant même en 1951 *La Prensa*, le plus important journal libéral de la capitale³⁹ – *Criterio* publia une série d'articles sur le Canada français, faisant indirectement référence aux protestations du passé. Analysons maintenant la nature des articles « Paroisse et démocratie au Canada français », de M^{re} Maurice Roy, « Un croisé au Canada », de John Edwards Belliveau, et « L'action patronale catholique au Canada français », de Gérard Dion, puisqu'ils représentent des exemples convaincants du stratagème utilisé par *Criterio* pour critiquer le gouvernement.

3. L'image d'un Canada français catholique et progressif

L'article de M^{re} Roy qui parut en février 1951 était en fait une traduction d'une conférence qu'il prononça à l'Université de Toronto l'année précédente⁴⁰. Le premier argument du prélat québécois dans ce texte est que

37. Gérard DION, « La Universidad de Laval y las relaciones del trabajo », *Criterio*, juin 1950.

38. Lettre de Gérard Tremblay à Gérard Dion, 18 décembre 1950, AUL, P117 / C14 / 1.4, fonds Gérard Dion.

39. Claudio PANELLA, César A. ARRONDO, Vilma A. SANZ et Marcelo L. FONTICELLI, *La Prensa y el peronismo: crítica, conflicto, expropiación*, La Plata, Provincia de Buenos Aires, Argentina, Facultad de Periodismo y Comunicación Social Universidad Nacional de La Plata, 1999.

40. M^{re} Maurice ROY, « Parroquia y democracia en el Canadá francés », *Criterio*, 12 juillet 1951. Le texte reproduit dans *Criterio* est une traduction directe de la conférence. Les salutations d'ouverture et les remerciements de la fin ont été omis. Il est toutefois amusant et révélateur de constater que la traduction s'est opportunément arrêtée alors que M^{re} Roy partageait cette observation : « On affecte parfois de croire que les prêtres se sont attribué un rôle important dans la vie sociale de notre peuple. Ceux qui parlent parfois de « Province menée par les prêtres » nous font, somme toute, sans s'en rendre compte,

la paroisse catholique au Canada possédait déjà depuis des décennies avant la Conquête britannique les attributs essentiels d'une institution démocratique. Ainsi, loin d'être un obstacle au développement d'une culture démocratique, l'Église catholique joua un rôle de premier plan dans l'instauration et la solidification de cette forme de gouvernement au pays. Voilà un argument qui faisait directement écho aux récriminations de l'Église en Argentine face à l'autoritarisme croissant du régime péroniste. La distance séparant les deux pays et l'image positive du Canada acquise durant la guerre conféraient un certain poids aux dires de M^{gr} Roy.

Le deuxième argument de l'article de l'archevêque de Québec porte directement sur l'action sociale de l'Église catholique. M^{gr} Roy y affirme que sans l'appui du clergé, les coopératives, les caisses populaires, les syndicats, et tout le réseau d'assistance sociale n'auraient probablement jamais vu le jour au Québec. Nous pouvons lire : « De cette façon, le clergé paroissial a enseigné aux petites gens à prendre la direction de leurs propres affaires, à se diriger par eux-mêmes et à devenir véritablement, selon la belle expression de Monseigneur Cody, 'les maîtres de leur destin'⁴¹ ». Cela indiquait encore une fois le potentiel des structures de l'Église de servir une cause favorisant le peuple. Il faut dire toutefois que la paroisse en Amérique latine n'avait pas joué un rôle aussi actif dans l'organisation de la vie sociale depuis les guerres d'indépendance. Le vicaire provincial des Oblats au Chili, Albert Sanschagrin, nota d'ailleurs dans une lettre portant sur le troisième congrès interaméricain d'action catholique en 1951 :

Notre histoire [Canada français], comportant la persécution des débuts du régime anglais, nous a permis de réagir avantageusement aux attaques contre notre foi, d'unir le peuple à son clergé pour la résistance contre la protestantisation et de créer un ordre social chrétien par la seule force de notre catholicisme indépendamment des pouvoirs publics. La paroisse a été pour nous la survivance de notre christianisme et elle est la raison de notre vitalité actuelle. Eux [Amérique latine] n'ont pas connu la persécution ouverte d'un envahisseur, mais les luttes intestines qui accompagnèrent et suivirent les guerres de l'Indépendance et la destruction sournoise des institutions et de l'esprit chrétien par la franc-maçonnerie d'inspiration française. La paroisse n'a pas pris chez eux le sens que nous lui donnons. Et avec le manque de prêtres le plus grand qui soit au monde et avec l'école laïque de direction maçonnique, les fidèles tout en se disant catholiques vivent trop souvent dans une ignorance religieuse inconcevable⁴².

un compliment. » *Criterio* ne voulait certainement pas conclure ce texte en laissant cette image d'une vie sociale complètement dominée par l'Église, alors que cela était justement ce qu'ils réprouvaient du gouvernement péroniste.

41. M^{gr} Maurice ROY, *The parish and democracy in French Canada*, [Toronto], University of Toronto Press, 1950.

42. Lettre d'Albert Sanschagrin portant sur le troisième congrès interaméricain d'action catholique, 25 janvier 1951, AUL, P117 / C14 / 1,4, fonds Gérard Dion.

Justement, la réforme des structures institutionnelles catholiques en Amérique latine, qui débuta dans les années 1950, mit l'accent sur la « subdivision des vieux diocèses devenus trop larges, créant de nouvelles paroisses urbaines » pour favoriser un rapprochement avec la population et revitaliser l'institution de la paroisse⁴³. Ainsi, le texte de l'archevêque de Québec fournissait des arguments de poids en faveur d'une telle réforme.

La traduction de l'article de M^{gr} Roy se termina avec une citation tirée du *Quadragesimo anno* qui était bien à propos dans le contexte argentin :

L'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social, et non pas de les détruire ni de les absorber. [...] Que les gouvernements en soient donc bien persuadés : plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction supplétive de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureuse et plus prospère l'état des affaires publiques⁴⁴.

C'est justement la destruction de cette fonction supplétive par l'échafaudage du corporatisme étatique péroniste qui avait fait couler le plus d'encre dans les pages de *Criterio*. À une époque où même le respecté M^{gr} Franceschi n'osait plus sermonner le chef du gouvernement sur l'interprétation des encycliques pontificales, il était bien utile de pouvoir compter sur les écrits d'un prélat étranger qui pouvait rappeler au général la signification des « enseignements pontificaux clarissimes⁴⁵. »

Le court article qui parut dans les pages de *Criterio* en avril 1952 de l'auteur acadien John Edward Belliveau, portant sur le travail de Georges-Henri Lévesque, dévoilait au public argentin ce qu'un intellectuel ténébreux pouvait accomplir en faveur de la classe ouvrière et de la démocratie⁴⁶. Mais ce qu'il y a de plus intéressant encore dans ce texte, c'est la représentation de ce père de la Révolution tranquille – ainsi que certains autres membres progressistes du clergé, comme l'archevêque Joseph Charbonneau – en qualité de croisé défendant les idéaux de justice sociale contre vents et marées, mais surtout contre le régime rétrograde et répressif de Maurice Duplessis. Grâce à leur résistance acharnée, affirmait Belliveau, Duplessis « est en train de perdre du terrain sur l'échiquier politique très rapidement⁴⁷. » Le *chef* Duplessis aurait certainement désapprouvé en rétorquant : « les

43. S. Scott MAINWARING et Alexander WILDE, *The Progressive church in Latin America*, Notre Dame, Ind., University of Notre Dame Press, 1989.

44. M. ROY, *The parish and democracy in French Canada*

45. Gustavo FRANCESCHI, « No abusamos de las Encíclicas », *Criterio*, 21 février 1946.

46. John Edward BELLIVEAU, « Un cruzado en Canadá », *Criterio*, 24 avril 1952. Lévesque publia pour sa part un texte portant sur la théologie du travail. Georges H. LÉVESQUE, « Teología del trabajo », *Criterio*, 10 mai 1951.

47. *Ibid.* p. 277.

évêques mangent dans ma main!⁴⁸» Néanmoins, cette affirmation de Belliveau concordait avec l'image du Canada français qui était présentée aux Argentins : une nation où le rôle de médiation du clergé endiguait la dérive populiste par une application pondérée des mesures de justice sociale au sein d'un réseau institutionnel indépendant du gouvernement. Gérard Dion avait abondé dans le même sens dans les pages de *Criterio* quelques mois auparavant en écrivant : « La doctrine catholique enseigne qu'il ne doit pas y avoir de confusion ni d'ingérence mutuelle entre les pouvoirs [de l'Église et de l'État]. Leur autorité est distincte puisque chacun doit s'occuper de ses responsabilités respectives⁴⁹. » Belliveau termina son article par une réflexion de Georges-Henri Lévesque qui était lourde de sens dans le contexte argentin. Selon ce dernier, la bataille idéologique n'était pas suffisante pour assurer la réussite d'une action en faveur de la classe ouvrière. Seule une action concertée permettait l'élaboration de syndicats indépendants qui serviraient réellement la classe ouvrière. C'est d'ailleurs à cette tâche que les mouvements religieux d'Argentine se dévouèrent, provoquant des étincelles qui allaient finalement incendier les rues de la capitale.

L'article de Gérard Dion intitulé « *La acción patronal católica en el Canadá francés* », – lui aussi publié au début de l'année 1952 – élaborait sur un sujet assez épineux en Argentine : l'organisation du patronat indépendamment des instances de l'État⁵⁰. Ce texte portant sur l'importance de syndicaliser autant les employeurs que la classe ouvrière dans des associations vouées à la défense des intérêts de leur groupe touchait directement à la pierre d'achoppement opposant l'Église au gouvernement péroniste. Cette organisation du patronat était essentielle, selon Dion, pour assurer l'équilibre social entre les divers groupes d'intérêts. Cependant, il ne s'agissait pas d'un corporatisme étatique comme Perón, mais plutôt d'un corporatisme chrétien qui respectait la fonction supplétive des tiers acteurs sociaux⁵¹. Ce modèle puisé aux sources de *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno* avait tout pour plaire à l'épiscopat argentin. Car ce n'est pas le corporatisme comme tel qui provoqua le conflit entre l'Église catholique et le gouvernement du général, mais plutôt la tendance du gouvernement à « péroniser » la société

48. Citation célèbre de Maurice Duplessis. L. FERRETTI, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*.

49. Gérard DION, « La Iglesia y el Estado », *Criterio*, 8 février 1951.

50. Gérard DION, « La acción patronal católica en el Canadá francés », *Criterio*, 12 février 1952.

51. Il est intéressant de noter que même des publications catholiques farouchement libérales telles qu'*Orden Cristiano* critiquaient le régime péroniste en invoquant la même distinction entre les deux types de corporatisme. Jorge NÁLLIM, « For God and Freedom : *Orden Cristiano*, Catholicism, and Liberalism in Argentina, 1941-1947 », communication présentée au congrès de la Rocky Mountain Council on Latin American Studies, Santa Fe, NM, mars 2009 (texte fourni par l'auteur).

tout entière⁵². Selon le modèle avancé par Dion, l'Église d'Argentine pourrait ainsi se dégager une certaine marge de manœuvre en s'appropriant, lorsque nécessaire, le rôle de médiateur entre l'État, le patronat, et la classe ouvrière. D'autant plus que l'abbé Dion affirmait que ces syndicats d'employeurs ne devaient pas seulement s'inspirer de la doctrine sociale de l'Église catholique pour être profitables, mais qu'il était aussi nécessaire qu'ils soient indépendants de l'État. Tel n'était certainement pas le cas en Argentine. Dion confessa d'ailleurs à *L'Action catholique* à propos de la relation entre les syndicats et le mouvement péroniste : « Nous ne sommes donc plus en présence d'une action syndicale, mais d'une action politique s'abritant derrière la formule syndicale⁵³. » Ce à quoi le consul d'Argentine au Canada, Edgar Enrique Pérez Colman, répliqua dans une longue lettre adressée à Dion à la suite de la publication de cet article : « l'organisation ouvrière en Argentine est libre et puissante [et le prolétariat est satisfait de cette] ambiance de justice qu'il respire aujourd'hui dans une démocratie sociale chrétienne⁵⁴. »

Le voyage de l'abbé Dion n'attira pas seulement les regards du clergé catholique. Cet échange a en effet ouvert la voie à un projet étonnant : la collaboration entre le mouvement ouvrier péroniste international et le syndicalisme catholique canadien-français. Certains membres du Regroupement des travailleurs syndiqués latino-américains (A.T.L.A.S.)⁵⁵ – tentative péroniste de créer un nouveau mouvement syndical international pour faire contrepoids aux influences communistes et étatsuniennes⁵⁶ – proposèrent un rapprochement avec la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C). Dans une lettre confidentielle, le père Carlos Pérez Herrera, un organisateur de l'A.T.L.A.S., écrivit à Dion :

Le mouvement ouvrier canadien-français est sans aucun doute un exemple digne d'imitation pour l'Amérique latine. Son organisation et ses principes sont un bastion de la défense des droits des travailleurs et son travail croissant en fait un pilier solide de la nationalité. Le peuple canadien-français est un peuple authentiquement latin. Le syndicalisme canadien-français peut influencer positivement les organismes ouvriers de l'Amérique latine. Au nom de la

52. Les historiens Lila Caimari et Austin Ivereigh tendent eux aussi vers cette conclusion. Lila M. CAIMARI, *Perón y la Iglesia Católica : religión, estado y sociedad en la Argentina, 1943-1955*, Buenos Aires, Ariel Historia, 1995. A. IVEREIGH, *Catholicism and politics in Argentina, 1810-1960*.

53. « Voyage en Amérique latine », *L'Action catholique*, 4 avril 1951, p.3.

54. Lettre à l'abbé Gérard Dion d'Edgar Enrique Pérez Colman, 6 avril 1951, AUL, P117 / C14 / 1,4, fonds Gérard Dion.

55. Agrupación de Trabajadores Latino Americanos Sindicalizados

56. Ronaldo MUNCK, Ricardo FALCÓN et Bernardo GALITELLI, *Argentina : from anarchism to Peronism : workers, unions, and politics, 1855-1985*, London ; Atlantic Highlands, N.J., Zed Books, 1987.

solidarité ouvrière, la C.T.C.C. pourrait déplacer sa zone d'influence vers Amérique latine⁵⁷.

Quoique Gérard Dion prît contact avec des représentants de l'A.T.L.A.S. argentin, il semble que cette invitation n'ait pas donné les fruits escomptés⁵⁸. Qui plus est, cette collaboration entre syndicalismes péroniste et catholique semble quelque peu équivoque à une époque où le général réprimait justement ce type d'association confessionnelle dans son propre pays. L'état de la recherche ne nous permet pas de conclure sur l'évolution de cette tentative de coopération. Nous pouvons toutefois émettre deux hypothèses quant aux raisons de cette invitation. La première hypothèse est que le gouvernement péroniste tenta de couper l'herbe sous le pied aux associations catholiques pour compromettre leurs tentatives d'organisation de la classe ouvrière argentine en ralliant à sa cause le modèle cité en exemple par le cardinal Antonio Caggiano, le syndicalisme catholique canadien-français. La deuxième prend en considération le fait qu'un clerc avait lancé cette invitation à la C.T.C.C. et que les positions de Gérard Dion sur le syndicalisme péroniste étaient bien connues. Ainsi, des membres au sein même de l'A.T.L.A.S. auraient miné cette organisation éphémère en sollicitant l'appui d'un mouvement syndical confessionnel, attisant par le fait même les tensions déjà existantes entre l'Église et le mouvement péroniste. Nonobstant les intentions ayant provoqué cette invitation, les événements de 1954 et 1955 marquèrent un point de non-retour dans la relation amour-haine qu'avait entretenue le clergé catholique avec le gouvernement de Juan Perón et discréditèrent internationalement le charismatique général. L'épiscopat, le clergé et une bonne partie des catholiques se rallièrent à l'opinion de M^{gr} Franceschi qui affirmait déjà depuis des années que l'Église catholique ne pouvait s'accorder avec les orientations du régime péroniste.

Conclusion

À partir de 1954, les efforts de mobilisation de la J.O.C et de l'Action catholique spécialisée se butèrent à une résistance péroniste acharnée dans les rues de l'Argentine. Après la formation du parti politique démocrate-chrétien en juillet 1954, la tension monta d'un cran. Deux mois plus tard,

57. Lettre à l'abbé Gérard Dion d'Edgar Enrique Pérez Colman, 6 avril 1951, AUL, P117 / C14 / 1,4, fonds Gérard Dion.

58. Gérard Dion communiquait encore en décembre 1953 avec le secrétaire des relations du Comité national argentin de l'ATLAS, César Mazzetti : « J'ai été très heureux de vous rencontrer à Québec et je suis sûr que votre passage parmi nous n'aura pas été inutile, car il faut qu'une collaboration entre individus et groupes s'établisse dans des pays qui, comme l'Argentine et le Canada français, ont tant de choses en commun. » Voir lettre à Sr. César Mazzetti, 23 décembre 1953, AUL, P117 / C14 / 1,4, fonds Gérard Dion.

une escarmouche à Córdoba, résultant de l'organisation simultanée de marches d'étudiants par l'Action catholique et le mouvement péroniste, projeta l'Église et l'État au bord de l'affrontement ouvert. La vindicte gouvernementale fut d'ailleurs effroyable pour l'Église catholique. En l'espace de quelques semaines, Perón emprisonna et exila plusieurs membres du clergé, bannit l'Action catholique, légalisa le divorce et prépara un amendement constitutionnel pour déclarer officiellement la séparation de l'Église et l'État⁵⁹. *Criterio* mit alors fin à ses critiques voilées et publia une lettre de l'épiscopat argentin clamant que le gouvernement persécutait injustement l'Église catholique⁶⁰. Gustavo Franceschi retrouva sa plume acerbe et publia plusieurs articles dénonçant les actions gouvernementales. En avril 1955, l'éditeur de *Criterio* affirma haut et fort que le clergé argentin était victime de tactiques communistes, ce qui depuis le décret de Pie XII en 1949 équivalait à une sentence d'excommunication⁶¹. Les processions religieuses se politisèrent et le gouvernement les bannit. En juillet 1955, une de ces processions défiant l'interdiction gouvernementale se termina en émeute. En signe de soutien au clergé, une faction de l'armée se révolta alors et attaqua Buenos Aires, faisant couler le sang dans ses rues. Par représailles, des groupes péronistes brûlèrent plusieurs églises de la capitale, dont la cathédrale. Le conflit perdura quelques mois, jusqu'en septembre 1955 alors que le gouvernement péroniste tomba sous les coups d'une deuxième révolte militaire. Le général Eduardo Lonardi remercia ses troupes et le ciel pour cette victoire 'miraculeuse' qui fut assurée par « l'aide du Christ et de la Vierge de Rosario⁶². » Le clergé, satisfait de cette victoire 'providentielle', se réserva quand même une reconnaissance plus tangible en consacrant M^{gr} Franceschi 'champion de la résistance'. De retour au Québec, le clergé catholique célébra cette victoire. Le jésuite Jean Genest changea son fusil d'épaule et affirma dans les pages de *Relations* : « Le peuple lui-même peut être entraîné dans une crise d'anticléricalisme et d'aveuglement nationaliste dont l'Argentine mettra un siècle à se remettre⁶³. » Pour les vrais démocrates et les anciens partisans de Perón, cette victoire eut un goût amer : le régime du Général Lonardi laissa rapidement place à une nouvelle dictature militaire.

Comme nous l'avons démontré ici, l'intérêt porté au Québec dans les pages de *Criterio* est la résultante d'un certain contexte favorisant les

59. D. ROCK, *Authoritarian Argentina: the Nationalist movement, its history, and its impact*.

60. Épiscopat argentin, « Carta al Excmo. Señor Presidente de la Nación », *Criterio*, 25 novembre 1954.

61. Gustavo FRANCESCHI, « Una excomunió », *Criterio*, 28 juillet 1949.

62. Voir ROCK, *Authoritarian Argentina: the Nationalist movement, its history, and its impact*.

63. Jean GENEST, s.j., « La chute d'un titan ? », *Relations*, juillet 1955, p. 175.

rapprochements. D'une part, plusieurs Québécois avaient commencé à tisser des liens en Amérique latine durant la Seconde Guerre mondiale en établissant des contacts avec des groupes catholiques hispanophones. D'autre part, le clergé de l'Amérique latine avait aussi été invité directement par Pie XII à s'inspirer de l'Église catholique québécoise dans ses efforts de réformes au tournant des années 1950. Cette rencontre entre Latins du nord et du sud s'effectua avant tout par l'entremise des missionnaires répondant à l'appel lancé à l'épiscopat canadien. Mais la position privilégiée de l'Église catholique au Québec et ses rapports avec le gouvernement de la province attirèrent aussi les regards. En effet, lorsque la plus influente publication catholique d'Argentine dut modérer ses attaques contre le gouvernement pour éviter la censure elle utilisa astucieusement les écrits de dignitaires catholiques étrangers pour maintenir indirectement sa critique du régime. Le modèle social québécois fut un exemple privilégié dans ce stratagème. L'analyse des articles portant sur le Québec démontre bien qu'ils illustraient comment les mesures de justice sociale étaient appliquées à l'étranger, laissant sous-entendre non seulement qu'il existait une alternative au corporatisme péroniste, mais que celle-ci était souhaitable pour éviter les dérives populistes.